

**REPUBLIQUE FRANCAISE**  
**Mairie de Boisemont**

**ARRETE PERMANENT 2021/88**  
**REGLEMENTANT TEMPORAIREMENT LA CIRCULATION**

Le Maire de la Commune de Boisemont,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L22-12 à L22-13.4,

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et leurs textes d'application,

Vu l'instruction interministérielle du 22 octobre 1963 sur la signalisation routière, modifiée,

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Considérant la demande d'arrêté permanent du SAMU, 46 rue Albert Sarraut, 78000 Versailles pour le compte de la CACP, parvis de la préfecture 95027 Cergy-Pontoise, dans le cadre de travaux d'urgence sur le patrimoine arboré.

**ARRETE**

**Article 1** : Dans le cadre de travaux d'urgence sur le patrimoine arboré, le SAMU de Versailles est autorisé à occuper temporairement le domaine public routier sur les voiries gérées par la CACP, pour la période :

**du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au 31 décembre 2022**

**Article 2** : Pendant toute la durée du chantier :

- La vitesse sera limitée à 30 km,
- La circulation sera alternée aux abords du chantier.
- Le stationnement et le dépassement seront interdits.

**Article 3** : Les agents travaillant sur le chantier et à proximité seront porteurs de gilets en tissu fluorescent.

**Article 4** : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel en date du 15 juillet 1974, relatif à la signalisation temporaire. La fourniture, la mise en place, l'entretien des panneaux de signalisation sont à la charge de l'entreprise.

**Article 5** : Le non-respect d'une des clauses du présent arrêté entraînera une suspension immédiate du chantier.

**Article 6** : Le Maire de la commune de Boisemont, le Commandant de la brigade de police de Jouy-le-Moutier sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Boisemont, le 14 décembre 2021



Stephanie SAVILL